



Département de la
Seine-Maritime

Le 25 Janvier 2016

Question n°7

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/01/2016

Publication : 28/01/2016

Le Maire
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	30
Nombre de Pouvoirs	3
Nombre de Votants	33

Extrait de la délibération affiché le **26 Janvier 2016**

L'an deux mille seize, à **dix huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **05 Janvier 2016**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Dominique THINNES, Corinne LEVILLAIN, Olivier LARDANS, Jean-Luc GONFROY, Gilbert FOURNIER, Emmanuel DELINEAU, Gérard DELAHAYS, Jean-Pierre QUEMION, Philippe KWIATKOWSKI, Pascal LEFEBVRE, Marie-Christine BASSET, Juliette LOZACH, Marie-Paule DESHAYES, Sophie CAPELLE, Valérie LEDOUX, Karine LOUISET, Estelle FERRON, Stéphanie ONFROY, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN, Martine LESAUVAGE, Nordine HASSINI, Pascal DUMESNIL, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Aurélien LECACHEUR, Gilles LEBRETON.

Excusés ayant donné pouvoir :

Patricia DUVAL (Pouvoir à Gérard DELAHAYS), Virginie LAMBERT (Pouvoir à Gilbert FOURNIER), Frédéric PATROIS (Pouvoir à Laurent GILLE).

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité.

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU

LUNDI 25 JANVIER 2016

QUESTION : n°7

OBJET : Garantie à 100 % d'un emprunt de 322 000 € de la Caisse des Dépôts et Consignations pour Immobilière Basse Seine pour la réhabilitation de 23 logements situés impasse des Mésanges à Montivilliers

RAPPORTEUR : Monsieur Laurent GILLE

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L.2252-1 et L.2252-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat de prêt signé entre Immobilière Basse Seine, ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations ;

Article 1 : l'assemblée délibérante de la Ville de Montivilliers accorde sa garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 322 000 euros souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ce prêt constitué d'1 ligne du prêt est destiné à financer la réhabilitation du Parc social public, composé de 23 logements, situés impasse des Mésanges à Montivilliers.

Article 2 : les caractéristiques financières de chaque ligne du prêt sont les suivantes :

Ligne du prêt	Eco-prêt
Montant du prêt	322 000 euros
Durée totale <i>Dont durée de la phase du différé d'amortissement</i>	20 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux du Livret A en vigueur à la date d'effet du Contrat de Prêt + 0,30 %

	<i>Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %</i>
Profil d'amortissement	<i>Amortissement déduit avec intérêts différés : si le montant des intérêts calculés est supérieur au montant de l'échéance, la différence est stockée sous forme d'intérêts différés</i>
Modèle de révision	<i>« Double révisabilité limitée » (DL)</i>

Taux de progressivité des échéances	<i>De - 3 % à 0,50 % maximum (actualisable à l'émission et à la date d'effet du contrat de prêt en cas de variation du taux du Livret A)</i> <i>Révision du taux de progressivité à chaque échéance en fonction de la variation du taux du Livret A</i>
-------------------------------------	--

Article 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 4 : le Conseil Municipal s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci.

Le Conseil Municipal a voté, à l'unanimité.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,